

Le frein franco-allemand



De: David Marques Dans Editoriaux Mis à jour le 31/03/23 7:28 | Publié le 31/03/23 7:28

Elles sont censées donner le tempo dans l'UE. Ces jours-ci, la France et l'Allemagne s'avèrent néanmoins être plutôt un frein pour la transition énergétique et écologique sur le Vieux Continent. Alors que Paris continue à défendre bec et ongles le nucléaire comme alternative incontournable aux énergies fossiles, Berlin a émis un veto retentissant pour empêcher l'interdiction des moteurs à combustion. Mais les réacteurs nucléaires et les carburants synthétiques (ou e-fuels) peuvent-ils vraiment avoir l'impact escompté par le couple franco-allemand pour atteindre la neutralité carbone en 2050?

La seule certitude est que certains pays sautent sans hésiter sur toutes les occasions pour ralentir la transition verte. Le dernier exemple en date est votre vidéo après la pub. À première vue, le nouvel objectif que se sont fixé les 27 États membres est

renouvelables. tout à fait positif. Mais c'était compter sans la France qui, appuyée par plusieurs alliés, a réussi à imposer que le nucléaire puisse continuer à servir pour produire de l'hydrogène décarboné. En d'autres termes, une technologie du passé, aux risques de sécurité multiples, sera utilisée pour produire une source d'énergie du futur. Pour une fois, le ministre luxembourgeois de l'Énergie, Claude Turmes, est resté assez mesuré dans sa critique, se félicitant même que «la tentative de dernière minute de diluer cet objectif ait été contenue et limitée à un rabais possible beaucoup plus restreint que ce que souhaitaient les pays pro-nucléaires».

Le Luxembourg a notamment pu compter sur le soutien de l'Allemagne pour endiguer la percée française. La donne était différente en début de semaine, lorsque notre voisin d'outre-Moselle avait obtenu gain de cause dans sa volonté d'offrir une seconde vie aux moteurs thermiques grâce à l'emploi des fameux e-fuels. Là, la France s'était retrouvée aux côtés du Grand-Duché pour dénoncer le blocage allemand.

Ces divisions et contradictions dans la lutte contre le changement climatique n'augurent rien de bon. Même si elle avance, l'UE ne peut plus se permettre de continuer à se déchirer sur l'une ou l'autre technologie du futur en fonction des intérêts électoraux et économiques nationaux.